



**RIUESS - XIIIème Rencontres**

ANGERS - France

5 au 7 juin 2013

**Penser et faire l'ESS aujourd'hui.  
*Valeurs, Statuts, Projets ?***

[www.riuess.org](http://www.riuess.org)

<http://riuess2013.sciencesconf.org>

**L'importance de lier les réseaux d'Économie Sociale et Solidaire de l'Amérique Latine  
et l'Europe pour la consolidation doctrinale et structurelle de l'Économie Sociale et  
Solidaire.**

**Auteur:**

**Francisco RAMIREZ MENDEZ**

**Président de**

**L'association Réseaux des Options Alternatives pour un Développement Solidaire.**

## **Introduction.**

Nous sommes dans un monde en accélération qui doit faire face à un processus de crise économique globale, provoqué ou complexifié par un processus d'interaction accéléré des économies et sociétés. Cette crise exacerbe les contradictions et dysfonctionnements du système économique mondial, où augmentent les inégalités, ainsi que les problématiques de gouvernance et de crises sociales.

Le meilleur argument pour expliquer la nécessité urgente d'un changement du système économique, sont les résultats du phénomène du changement climatique. <sup>1</sup>Les conséquences que cela pourrait entraîner sont tout simplement impossibles à mesurer pour les prochains siècles à venir.

Si le monde continue ainsi nous ne serons pas en mesure de ralentir le changement climatique et de pouvoir maîtriser ses conséquences. Le problème le plus complexe face à ce phénomène est qu'il ne suffit pas de faire des petits changements, sinon qu'il faut un changement du modèle économique globale. Le monde ne peut pas se permettre de continuer dans un tel modèle économique qui favorise l'idéalisation d'un mode de consommation, qui a besoin de 6 planètes de plus pour maintenir son mode de vie. (STERN, 2008, p.90-91)

C'est la raison la plus solide pour chercher à construire une alternative économique et sociétale différente. L'Économie Sociale et Solidaire(ESS) se veut être une alternative efficace et opportune pouvant apporter des solutions concrètes aux problèmes systémiques que nous connaissons actuellement. Également, l'ESS veut pouvoir s'ériger comme un modèle capable de repenser le concept même de l'économie, et constituer alors un véritable outil de développement sociétal tant pour les sociétés dites « développées », comme pour les autres économies, dites « émergentes » ou « sous-développées ».

---

<sup>1</sup> Le 10 mai 2013 nous sommes arrivés aux 400ppm dans la mesure de la concentration de CO<sub>2</sub> — dioxyde de carbone— dans l'air. ( <http://www.leparisien.fr/environnement/climat-la-concentration-de-co2-dans-l-air-franchit-un-seuil-symbolique-10-05-2013-2793595.php> )

Cependant, pour que l'ESS puisse être présentée comme une alternative efficace et concrète, elle a besoin constamment de s'enrichir et de se renouveler de façon constante, non seulement au niveau générationnel, sinon aussi au niveau de l'apprentissage des autres expériences dans le monde. Et pour cela il est nécessaire qu'elle structure des réseaux fonctionnels qui lui permettent de partager des expériences et des analyses dans d'autres régions du monde.

Ce texte n'est pas une analyse exhaustive d'une réalité tellement complexe et diverse comme son extension territoriale. Il prétend faire une analyse générale, une sorte de microphotographie qui a comme ambition d'offrir un panorama des structures et des caractéristiques particulières de l'Économie Sociale et Solidaire en Amérique Latine. Cela dans le but de permettre de repérer de façon très générale les similitudes, différences et innovations des expériences de l'ESS en Amérique Latine. Si nous arrivons à ce but, nous sommes convaincus que chaque participant pourra trouver des expériences ou figures dans lesquels il pourra enrichir ses recherches et réflexions.

### **Le processus historique et évolutif de l'ESS en Amérique Latine.**

Le processus économique en Amérique Latine a du traverser différentes étapes, qui ont comme caractéristique de ne pas être des processus linéaires ou qui auront intégrés tous les éléments constitutives des sociétés latino-américaines. Ainsi, l'étape coloniale n'a jamais voulu intégrer complètement dans son système économique toutes les différentes populations indigènes. Ceci pour maintenir un contrôle de type feudale (les « encomiendas »). Mais aussi dans beaucoup de cas parce que les communautés indigènes mettaient en place des actes de résistance face à la colonisation (soit ouverte comme les araucans ou les seris, soit plus ambivalente comme les mayas ou guaranis). Bien entendu, dans beaucoup des cas, simplement parce que certains peuples restaient isolés au processus colonisateur (les peuples amazoniens, les miskitos ou les apaches).

Cependant même du côté des populations « assimilées » aux processus de colonisation, ce processus économique a souffert des confrontations et a eu différentes zones d'ombres. Le premier problème pour la construction d'un véritable système économique a été la décision de la couronne espagnole de ne pas permettre le développement des réseaux de commerce entre les colonies.

Cette situation a eu des dérives différentes comme la constitution d'espaces pratiquement fermés, tels que les haciendas et les réductions. Les besoins des populations locales et le disfonctionnement du système économique espagnol et portugais ont provoqué la corruption et la contrebande.

Ces différences entre les intégrants de la société colonial ont produit des confrontations politiques et militaires dans le XIX siècle pour la définition d'un modèle politique ou économique plus proche au libéralisme ou aux anciens systèmes coloniaux à travers les groupes conservateurs. Ce long processus de confrontation qui a continué dans certains pays juste à la fin du XX siècle, a fini pour imposer l'application du modèle libérale dans toute l'Amérique Latine.

Pourtant, Malgré cela, il est important de mentionner l'existence de différentes « poches » <sup>2</sup>économiques et politiques à l'intérieur des sociétés latino-américaines, que pour simplifier, nous pourrions classer de trois façons, selon ses origines et selon ses processus :

1. « Poches » du monde indigène qui malgré les 300 années de colonisation et les presque 200 ans de connivence et confrontation avec les sociétés postcoloniales des nations indépendantes, ces communautés ont gardé beaucoup d'usages sociaux, politiques et économiques traditionnels;
2. « Poches » du monde colonial, symbolisées soit pour la maintenance des systèmes économiques tels que les haciendas ou Casas Patronales (Maisons patronales), mais aussi avec la prévalence des structures économiques et sociales directement contrôlés

---

<sup>2</sup>ANGUIANO, Arturo. EZLN UNA ESTRATEGIA DE RESISTENCIA LIBERTARIA en <http://actuelmarx.u-paris10.fr/m4angui.htm>

ou administrées par les différents groupes à l'intérieur de l'église, tels que les Jésuites, parmi d'autres phénomènes ;

3. « Poches mixtes et évolutions propres » Qui ont été le produit de la fusion de différents systèmes (indigènes, espagnols, mais aussi d'autres cultures, comme celle des descendants africains) et qui ont eu un processus complètement différent aux deux derniers types de poches. On parle surtout des groupes métissés ou garifunas, mais aussi des autres schémas sur lesquels nous reviendrons après, tels que les secteurs académiques ou scientifiques.

Bien que le libéralisme n'a jamais été un système qui a pu s'imposer ou se développer de façon uniforme et sans contestation dans tout le monde, du fait qu'il y a toujours eu des contestations, ou qu'il a du maintenir la prévalence des systèmes économiques anciens (les prévalences féodales dans des pays comme le Royaume Uni, l'Allemagne, le Japon ou la survie des résistances paysannes, communautaires ou indigènes un peu partout dans le monde, et après les luttes des mouvements socialistes, communistes entre autres) en Europe, Amérique du Nord, et dans certaines des anciennes colonies anglaises ; leur implantation a été beaucoup plus forte qu'en Amérique Latine.

Cette situation a permis aux différentes « poches » de continuer à exister pendant tout le temps que le libéralisme a continué à s'implanter dans les sociétés latino-américaines. Cependant, ses actions ont été soit ignorées, soit stigmatisées comme des actions rétrogrades, soit même attaquées (avec différents actes répressifs dans l'ensemble de l'Amérique Latine qui vont des simples intimidations ou harcèlements aux tortures et assassinats des acteurs) soit tolérées pour être considérées comme trop isolées.

Les premières actions de promotion de l'économie sociale et solidaire ont eu comme contexte d'apparition les changements politiques de ces dernières années dans l'Amérique Latine, ainsi que les phénomènes de crise économique, sociale et politique. C'est pourquoi, avec les premières actions mises en place de l'économie sociale et solidaire, toutes ces poches ont trouvé dans les principes de l'ESS une reconnaissance effective à ses activités, valeurs et

façons d'organisation, malgré certaines différences conceptuelles et d'usage des concepts originaux de l'ESS en Europe. (ALVAREZ, p.169)

Cette situation donne comme résultat une façon particulière d'aborder les dynamiques de l'Économie Sociale et Solidaire aujourd'hui. Alors, pendant que l'ESS en Europe devienne une forme de réponse sociale aux contradictions et aux dysfonctionnements du système d'économie libérale. Dans l'Amérique Latine elle offre pour la première fois un cadre économique et juridique qui permet de reconnaître et développer des usages et des activités que les trois « poches » mentionnés utilisaient de façon courante.

Par exemple, pour la « poche » indigène, les actions de troc, d'économie communautaire, des modes d'organisation collective pour produire, et un système de mutualisme communautaire parmi les peuples indigènes ont été complètement présents tout au long de leur existence. Pendant le long processus de colonisation et d'Indépendance, les communautés ont du se confronter aux modes politiques et économiques qui affectaient leurs propres processus. Alors, peut être pour la première fois, ils ont la possibilité que ces usages soient non seulement reconnus, sinon aussi encouragés. Il est fortement intéressant de trouver les alternatives socialistes ou populistes dans la zone ont eu du mal à reconnaître et à tolérer ces pratiques dans le cadre classique des postulats marxistes, qui cherchaient à construire des sociétés industrialisées ou avec des collectivisations forcés importés des expériences soviétiques et chinoises.

Mais aussi la « poche » du monde colonial a produit des répercussions sur l'actuel développement de l'économie sociale et solidaire, tant après les expériences des ordres religieux comme les jésuites qui ont travaillé dans des structures communautaires, et en créant des systèmes d'échanges alternatifs, mais aussi comme une réponse des populations aux dynamiques des haciendas qui ont permis le développement des stratégies mutualistes, coopératives ou associatives particulières.

Dans la troisième poche, bien qu'elle soit plus compliquée à analyser, il y a des éléments intéressants à comprendre, plus particulièrement des événements ou traditions tels que l'organisation des fêtes traditionnelles par des structures plus proches à une dynamique d'ESS, tant dans sa conception, que sa structure et ses objectifs.

Alors, le développement de l'économie sociale et solidaire en Amérique Latine a passé par un complexe processus d'ajustement entre les dynamiques d'introduction des figures et concepts typiques de l'ESS et d'un autre, le croisement des dynamiques déjà décrites.

En fait, selon de Pérez de Mengiguren, "le concept d'Économie Sociale et Solidaire fait apparition aux commences des années 80's, de la main des écrits de l'économiste chilien Luis Razett. Mais, dans les années 90's, l'usage de ce terme a été généralisée de façon progressive de la main des réseaux internationaux ainsi que des symposiums et conférences réalisées dans tout le continent américain". (PEREZ DE MENDIGUREN, p,11)

Cette évolution a été construite dans un processus à deux niveaux différents. Du côté des facteurs externes, il est très important de mentionner l'importance des premières approximations des réseaux ESS européens, qui ont introduit les concepts, en aidant à la formation des premiers réseaux, et en accompagnant la formation des premières structures ESS dans la zone.

Concernant les facteurs internes, qui sont à notre considération les plus importants, la consolidation de l'ESS est le résultat des différents processus sociaux et politiques, lesquels, malgré leurs caractéristiques particulières, ont des éléments en commun, à savoir :

Dans la considération de Pianovi, « Les changements structurels produits dans les dernières trois décennies, tant dans l'ordre économique comme sociale, ont faibli le modèle traditionnelle dans la relation capitaliste de travail. L'augmentation de l'informalité et la précarisation des relations formelles de travail se sont affirmés comme une tendance dans la

conjoncture du chômage en masse et face à l'apparition et avance des autres façons d'organisation de la part des travailleurs qui ont du trouver des alternatives de génération de ses propres revenus ou des autres sources du travail ». (PIANOVI, 1) Alors, cela a permis, selon le même auteur, un système qui s'est fixé pour but l'inclusion des chômeurs et sous-emplois et le développement d'une « économie mixte et compétitive. C'est à ce moment-là, que le concept d'économie sociale est apparu».

Il est important de préciser que la société civile a du répondre aux conséquences des crises économiques des dernières décennies, en utilisant comme stratégies la création de réseaux d'économie sociale et une valorisation du capital sociale existant. Ces réseaux sociaux ont permis de résoudre les problèmes et besoins en commun. (PIANOVI, p,15)

Alors, l'ESS en Amérique Latine a réussi à innover, tant pour la formulation des politiques publiques qui ont inséré des chômeurs au marché du travail, et ceci à travers la constitution de coopératives et d'autres efforts associatifs ou alternatifs. Cela a impliqué un processus de redéfinition des rôles traditionnels de l'état, du marché et de la société civile

Donc, l'ESS implique la construction d'une autre politique, d'une économie différente, en reprenant d'anciennes pratiques telles que la solidarité, la coopération, l'aide en commun, entre autres et ceci pour répondre aux besoins de la société civile, mais de façon concrète des secteurs les moins favorisés. (Ibidem) C'est pourquoi la connexion des valeurs et pratiques démocratiques des communautés indigènes, avec les principes de l'ESS ont été un des facteurs les plus importants du développement de cette conception économique et sociale, en Amérique Latine.

Un des meilleurs exemples, correspond aux communautés de la région andine, où les peuples indigènes s'organisent en ayllus. L'ayllus est une forme d'organisation sociale qui correspond à leurs principes éthiques et de lien social, a travers des principes des propriété en commun des animaux et des outils de travail, ainsi que le travail en collectif, et ayant avant tout un lien sacrée avec la Terre <sup>3</sup>

<sup>3</sup> "La pachamama" qui devient un être avec des droits pleins, une source de vie et d'interaction quotidienne et qui doit être respectée et préservée en priorité.



Dans ces communautés (ces principes s'appliquent dans les grandes lignes à la majorité des peuples indigènes) "l'esprit coopératif s'exprime aussi dans un respect profond à la dignité des personnes et au développement des relations humaines. Les habitants des Andes vivent selon le principe de "Suma qamaña" (bien vivre en harmonie) qui cherche à appliquer les principes de la vie communautaire comme la solidarité, la réciprocité, et l'équité. Cette recherche est non seulement entre les personnes, sinon aussi avec la nature et le "pacha" ("temps"). Dans ce cadre, l'ESS et le Commerce Équitable ne sont pas des thématiques contraires à leurs principes et cultures, sinon une des façons de sauver leurs connaissances et savoirs solidaires en respectant leur culture et valeurs et en développant le commerce communautaire et les dynamiques d'aide solidaire à leur intérieur. (Par exemple la mink'a et l'ayni) (COTERA, p, 37)

## **LES PROCESSUS DE CONSOLIDATION DE L'ESS DANS L'AMERIQUE LATINE.**

Dans le cas du Chili, ces expériences ont surgi après le coup d'état contre le gouvernement de Salvador Allende, moment dans lequel la plupart des travailleurs sont restés au chômage et où ils ont essayé de créer des entreprises autogestionnaires.

En Argentine, un des meilleurs moments du développement de l'ESS a été lorsque la crise économique est arrivée à son plus haut niveau. A ce moment là, beaucoup d'entreprises « capitalistes » ont fermé ou sont tombées en faillite et ce sont les travailleurs et la population qui se sont rebellés et ont pris par la force les usines et leurs activités de façon autogestionnaire.

Au Nicaragua, une fois que le système des entreprises géré par l'état et qui avait été mis en fonctionnement par les sandinistes qui était à la tête de l'état, fut annulé, ce sont les travailleurs qui ont repris les entreprises de façon autogestionnaire.

Au Brésil ceci est arrivé comme résultat d'un très long processus de défense et de lutte pour la terre, en coordination avec les différents mouvements sociaux, les activités des

communautés catholiques sympathisantes avec la Théologie de la Libération et des différents programmes. Dans d'autres pays comme l'Équateur ou El Salvador, le processus de consolidation de l'ESS a été comme une réponse face aux problèmes de pauvreté et d'injustices. Un exemple intéressant est la création du réseau « COMAL » en Honduras comme un instrument effectif d'organisation citoyenne et productif (MONTROYA).<sup>4</sup>

Un des chemins les plus parcourus pour construire l'ESS a été la recherche d'une autre façon de promouvoir le commerce solidaire qui se développe et évolue dans la réalisation d'activités productives, assistance technique, assistance aux crédits et ressources financières, tourisme alternatif, jusqu'à ce que les projets commencent à créer des liens et des réseaux d'ESS.

### **Caractéristiques et figures spécifiques de l'ESS**

#### **en Amérique Latine.**

La première problématique pour faire une définition des réseaux d'ESS en Amérique Latine est l'énorme diversité des pratiques qui peuvent être considérées comme telles. Trouver une définition « standard » des activités nommées comme Économie Sociale et Solidaire, implique d'abord entrer dans le débat d'une définition restrictive ou inclusive sur laquelle nous reviendrons plus tard.

Bien que certaines complexités de définition sont habituelles dans la plupart des débats autour de l'ESS en Europe et France (les débats autour des concepts et des interprétations autour du sens des mots « sociale » et « solidaire », « recherche de profit », etc.); ils existent des débats spécifiques aux réseaux latino-américains autour des sujets suivants :

Nous pouvons nous demander quel est le rôle du secteur public non seulement pour l'encouragement ou la promotion des actions d'ESS, sinon dans sa conduction ou

---

<sup>4</sup> (<http://www.redcomal.org.hn/>)

participation directe, comme cela se produit dans des pays comme le Venezuela, la Bolivie, ou Cuba, entre autres.

- L'importance du troisième secteur dans l'ESS ;
- En Amérique Latine, les politiques ont utilisé à outrance les mots « social » et « solidaire » dans leurs discours. Or cet usage excessif a provoqué de la méfiance de la part des gens et dans certains cas, des actions 100% gouvernementales ou réalisées par certaines entreprises multinationales (celles qui présentent leurs actions comme de la charité) ont été présentées en réutilisant les termes des définitions de l'ESS, retirant ainsi de la crédibilité au concept même de l'ESS.
- Une forte stigmatisation dans la plupart des milieux politiques ou financiers autour des activités indigènes ou populaires comme des actions de « sauvetage », «insertion dans la modernité et la compétitivité » ou des concepts semblables qui provoquent en plus des préjugés culturels, un certain sentiment que ces projets seront de simple manipulation politique, sans avenir économique possible et comme des sommes d'argent qui n'auront pas de concrétisation.
- Les débats sans conclure avec certains groupes de gauche latino-américaine, qui maintiennent un discours marxiste orthodoxe et qui sont systématiquement opposées à trouver dans l'ESS des options de développement alternatif.
- L'utilisation politique des actions d'ESS comme méthode de contrôle politique dans des différents niveaux.
- Un scepticisme beaucoup plus fort qu'en Europe autour des actions de la société civile, et autour des possibilités de construire des projets issus de la société civile.
- L'influence des États-Unis sur certains pays à propos du concept d'entreprises qui ont un « compromis social ».

Dans le but de chercher une consolidation doctrinale et structurale de l'ESS avec les activités, développements et analyses autour de l'Économie Sociale et Solidaire en Amérique

Latine, il est nécessaire de trouver des définitions autour du concept. En observant les différences de chaque pays et ses conjonctures, nous trouvons que cette diversité est un élément à prendre en compte.

Certains réseaux qui sont quelques fois très éloignés des principes d'ESS en Europe, présentent de particularités et peuvent avoir des points en commun doivent être pris en compte pour améliorer la définition du concept de l'ESS, dans tout son ensemble.

Dans l'intention de montrer de façon très générale cette diversité, nous ferons une très ponctuelle révision des structures et des caractéristiques de l'ESS en Amérique Latine, qui ne cherche pas à être exhaustive, mais qui essaie d'exprimer les différences les plus importants entre les pays latino-américains, ainsi que les figures les plus représentatives de l'ESS dans la zone.

### **BRESIL.**

Bien que les premières coopératives agricoles et de consommation ont été créées dans les dernières années du XIXème siècle, (PIANOVI, p,6) le point réel du démarrage de l'ESS au Brésil a été la fin des périodes des dictatures militaires dans les années 80's. Cette situation a permis aux différents mouvements de la société civile, qui jusqu'à là étaient sous la tutelle de la coopération internationale et le mouvement de la Théologie de la Libération dans l'église catholique ; de pouvoir accroître leurs activités vers les populations en cherchant des alternatives effectives de travail avec eux pour améliorer leurs conditions de vie.

Les mouvements de la société civile ont réussi à obtenir une reconnaissance des pouvoirs publics de leurs activités. Cela a donné comme résultat que ces pouvoirs ont accepté d'accompagner le processus des incubateurs des programmes de coopératives (Ibidem) comme le résultat du développement des systèmes d'échanges locaux (« Clubes de troca »), encouragés par de nombreux acteurs (Caritas, le Mouvements des paysans sans Terres, la

centrale syndicale des travailleurs unis et un réseaux d'universités ayant mis en place les incubateurs en référence)». (DACHEUX, 2011, p. 179)

Il a été mis en place en 2002 par Lula, « la création d'un secrétariat (Ministère) d'État à l'Économie Sociale et Solidaire qui sera confié à Paul Singer, théoricien brésilien de l'économie solidaire (Ibidem). Cette évolution de l'ESS a continué jusqu'à devenir aujourd'hui la plus grande structure fonctionnelle en Amérique Latine.

Une classification que nous trouvons intéressante à suivre est celle proposée par Piñeiro, qui fait la distinction des 4 segments ou types d'acteurs qui intègrent le champ de l'ESS au Brésil :

1, Les « emprendimientos » solidaires (entreprises constituées de différentes façons, et qui sont la propriété de ses travailleurs) et qui « réalisent de façon associative et coopérative des activités économiques de production, prestation des services, commercialisation et finances et consommation » [...] ; En 2007, grâce à une systématisation, ont été enregistrés 22mil « emprendimientos » qui impliquaient à 1,6 millions d'associés, et offraient plus de 500 milles postes de travail » (PIÑEIRO, 2011, p,247).

2, Les organisations civiles d'appui et de promotion de l'ESS (ONG's, universités, entités sociales, incubateurs d'entreprises, entre autres) soit plus de 220 mil ONG's, et parmi lesquels 40 mil siègent dans le Conseil National d'Assistance sociale;

3, Les organismes de l'état responsables des programmes politiques d'Économie Sociale et Solidaire comprennent des municipalités, entre autres.

4, Les initiatives et les structures de représentation et articulation politique des acteurs et groupes de l'économie solidaire qui ont leur place dans les mouvements syndicaux, les incubateurs, les entités de crédit solidaire, les réseaux d'échanges et surtout les forums locaux et régionaux. ( Ibidem)

## **ARGENTINE**

Le concept qui est utilisé en Argentine est Économie Sociale et les figures qui la composent sont :

-Coopératives ;

-Mutuelles ;

-Associations;

-Les **usines récupérées** sont des structures innovantes et très intéressantes car elles fonctionnent dans un système coopératif.

En plus des ‘‘usines récupérées formelles’’, ils existent des ‘‘entreprises récupérées informelles’’, tels que des cantines, des potagers communautaires et des petites entreprises informelles de production ou des services; qui ont été créées par différentes organisations de chômeurs ou de travailleurs dans des conditions précaires ; ceci a permis la création d’initiatives d'auto entrepreneur et a amélioré la qualité de vie de la population exclue.

Parmi les coopératives nous pourrions trouver des coopératives agricoles, de production, de provision, de services publiques, (eau, électricité, téléphonie, etc.) d'habitation, de consommation, de crédits, des assurances, entre autres. (PIANOVI p.20)

Ils existent plus de 5000 coopératives avec plus de 13 millions d'associées, cela veut dire plus de 35% de la population du pays. (RAVINA EN PEREZ DE URALDE, 2006, p.19)

Il est intéressant de mentionner l'importance de certaines coopératives de caractéristiques particulières comme c'est le cas des 615 coopératives qui font de la distribution d'électricité dans plus de 2000 lieux (surtout à la campagne) en la fournissant à plus de 1,800,000 usagers et qui bénéficient à plus de 5 millions et demi d'habitants. Dans leur ensemble, ces coopératives font la distribution de plus de 90 Millions de Mwh annuels, soit 11% de l'énergie distribuée dans le pays. (Ibidem, p.24) Il est important de mentionner que les coopératives de services publiques (électricité, téléphonie, eau et assainissement) ont le 10% du marché respectif, du fait que les capitalistes typiques ne trouvent pas un grand intérêt

économique à investir dans ce domaine. (Ibidem, p.35) Parmi ces coopératives 300 coopératives téléphoniques donnent service à plus de 2 millions et demi de personnes (8% du marché), 4 millions (11% du marché) ont de l'eau grâce aux coopératives. (DE LISIO EN PEREZ DE URALDE, 2006, p.411)

Les mutuelles sont de deux types, « fermées » où leurs statuts prévoient comme condition que les gens travaillent dans le même organisme ou entreprise, ou « ouvertes », sans aucune condition autour du lieu de travail pour s'associer. Elles sont régulées par une loi spécifique et ils existent trois grandes confédérations de mutuelles en fonctionnement. (RADRIGAN EN PEREZ DE URALDE, 2006, p.23)

Les « entreprises récupérées » sont des coopératives, mais avec une identité distincte du fait qu'elles sont formées par des personnes qui essaient de récupérer leur travail. En fait, ce sont eux qui ont été à l'origine de ces entreprises, usines ou ateliers, car elles ont été emmenées en faillite par leurs propriétaires les dernières années. Elles ont laissé de grandes dettes, surtout avec leurs employés. Donc, ce sont les travailleurs qui ont investi dans l'entreprise ce qui leur a permis de devenir les propriétaires et directeurs de l'entreprise de façon autogestionnaire. Nous sommes dans un phénomène complètement actuel. (RAVINA en PEREZ DE URALDE, 2006, p.15) Il est particulièrement remarquable que près de 90% des ces entreprises réalisent des assemblées avec une fréquence hebdomadaire ou mensuelle, pendant que dans la plupart des autres coopératives traditionnelles en Argentine cela arrive une seule fois à l'année. (PIÑEIRO, 2011, p. 23).

Les associations font parti des figures de l'ESS, qui ont une longue tradition et une présence très significative dans divers secteurs pour la prestation des services sociaux. Dans cette catégorie sont incorporés divers types d'organisations comme les "cooperadoras", les ONG's et des organisations de base (mouvements dans les quartiers populaires). (RADRIGAN,2008, p,23)

La définition des figures d'Économie Sociale et Solidaire à Cuba implique une analyse différente par rapport aux autres systèmes politiques et économiques d'Amérique latine. Cependant, parmi les figures les plus typiques de l'ESS nous trouvons le cas des Mutuelles. Ces dernières fonctionnaient avant la révolution, mais avec la création et le développement d'un système de santé qui, aujourd'hui, octroie des services gratuits d'accès universel et de haute qualité à ses citoyens, les mutuelles ont disparu.

Concernant les associations, et fondations, elles ont un caractère scientifique et culturel, mais elles ne développent pas une activité économique spécifique.

Cependant, le secteur coopératif a une grande importance pour l'économie cubaine, notamment dans l'agriculture. Ils existent à Cuba plus de 6 500 coopératives avec 350 000 membres et trois types de coopératives:

Les coopératives de Crédits et services (CCS) dans lesquelles, ses membres maintiennent la propriété individuelle de la terre, mais ils se sont associés pour acquérir du matériel, des engrais, ainsi que des crédits et des services techniques. Ils existent plus de 3 mille CCS avec plus de 250 000 associés.

Les coopératives de Production Agricole qui ont été des CCS mais qui ont décidé de mettre en commun leurs terres et produire de façon collective, visant à améliorer ses dynamiques de mécanisation et de modernisation agricole. Ils existent plus de mille CPA et plus de 60 mille associés.

Les Unités Basiques de Production Coopérative ont été créées en 1993 en permettant aux entreprises agricoles de l'état de s'organiser dans des coopératives intégrées tant pour ses travailleurs comme pour les techniciens. Ils existent aujourd'hui plus de 2 mille UBPC.

Il est fortement intéressant qu'aujourd'hui les coopératives occupent 44.5% de la terre totale et 65% de la terre agricole, et selon chiffres officielles (Bureau Nationale des statistiques ONE) le secteur non étatique de l'agriculture cubaine, intégré de façon prioritaire par des coopératives, a produit 88% des tubercules et racines, 83% des bananes, 82% des



légumes, 89% du riz, 97% des haricots, entre autres, représentant un rôle prioritaire dans la sécurité alimentaire nationale.

Une figure très intéressante de l'ESS à Cuba est l'agriculture urbaine, qui est apparue après l'effondrement du Bloc communiste, comme une réponse au collapse de l'agriculture du modèle soviétique et car elle devait faire face à deux phénomènes: Une production stratégique de la canne de sucre et une situation démographique particulière où 75.4% de la population résidait dans des zones urbaines.

Les résultats ont été surprenants tant au niveau des conséquences sociales, qu'environnementales et productives. Un signe distinctif de cette agriculture urbaine a été l'utilisation des mécanismes agro-écologiques avec d'excellents résultats.

Grace à cette agriculture, l'impact social a été très important car plus de 80 mille femmes, 75 mille jeunes, 35 mille retraités, 40 mille techniques et 10 mille professionnelles universitaires ont trouvé un emploi dans cette activité. (DIAZ EN PEREZ DE URALDE, 2006, T.3 p.185)

### **COLOMBIE.**

La Colombie, est le seul pays dans la zone latino-américaine où le concept de solidarité est mentionné dans le corps constitutionnelle et qui a une loi spécifique -la loi 454 de 1998-, qui a créé le système d'économie solidaire et qui régule leur existence. (DAVILA en PEREZ DE URALDE, 2006 p.145)

Cependant la Colombie reconnaît aussi le système du « secteur social de l'économie » où il intègre:

Des coopératives, mutuelles, et des associations sans recherche de profit, avec 4 critères classiques fixés comme économie sociale: Le but sociale, l'autonomie de gestion, la prise démocratique des décisions et la primauté des êtres humaines sur le capital. (DAVILA en PEREZ DE URALDE, 2006 p.140)

Cependant, ils existent d'autres formes associatives, soit reconnues (fonds de chômage, entreprises associatives de travail, entreprises associatives de services de santé), soit pas reconnues pour des organismes publiques, mais qu'ils font des activités qui rentrent dans un logique d'ESS : « Juntas de acción comunal » (assemblées populaires d'action communautaire), caisses de compensation familiale, parmi autres. (Ibidem p.152-153)

Parmi les structures particulières au système colombien, nous pourrions trouver aussi les fonds des travailleurs (« fondos de empleados ») qui sont des organisations solidaires avec une coopération fermée (exclusive pour les travailleurs d'une entreprise) (Ibidem, p.167)

Avec la même dynamique du reste de l'Amérique Latine où les populations et communautés ont du structurer différentes initiatives de survivance, on été réintroduits d'anciennes pratiques comme des Clubs de Troc. Et dans la même logique, de nouvelles initiatives comme les Foires « Francas » des producteurs (Foirés de produits locaux, suivant ce sont des familles à vendre dans une idée très populaire et intuitive des circuits courts) ont été créées et des usines récupérés (PIANOVI).

Il est aussi important de mentionner le rôle des associations de Commerce Equitable, parmi lesquels il existe plus de 130 000 organisations du secteur solidaire qui font du commerce équitable, mais qui ne sont pas forcément reconnues comme telles. Dans ce but, des réseaux tels que « Agrosolidaria », « Juan Valdéz », « Ecolsierra », le réseau Colombie Verte, parmi autres, ont été créé.

## **BOLIVIE.**

En Bolivie, nous trouvons les trois structures typiques: les Coopératives, les Mutuelles et les Associations. Les coopératives sont le secteur de l'ESS le plus solide, avec un bon enracinement. Il est à relever, les coopératives des miniers, d'épargne et crédit, d'éducation, de transport, agricole et coopératives de services (eau, électricité et assainissement). Les mutuelles se sont orientées plutôt dans l'épargne et le prêt en concurrence aux coopératives et ils ont eu une forte avance dans les activités de type financier à niveau nationale. (RADRIGAN, p.25)

Un des aspects caractéristique de la dynamique bolivienne, c'est que pour certaines études, la troisième structure de l'ESS en Bolivie serait plus amples de que celles des associations. Les « ONG » sont présentes dans tout le pays, et malgré leurs bonnes intentions et actions symboliques dans beaucoup des cas, ses actions ont des résultats contradictoires. (MERCADO EN PEREZ DE URALDE,2006, T.2 p.18-19)

Le développement des activités des communautés indigènes en Bolivie est de grand intérêt. Elles rentrent comme un secteur spécifique dans l'économie sociale et solidaire à part entière. Nous avons déjà expliqué l'existence de la « poche » de résistance, et qui aujourd'hui sous les principes de « réciprocité », « redistribution », et « bien vivre » (ALVAREZ QUISPE, p. 161) les communautés sont en train de construire des projets d'ESS complètement innovateurs et bien structurés qui bénéficient à plusieurs niveaux à ses intégrants. .

Il est aussi à mettre en valeur les actions autour du commerce équitable, à travers des réseaux de tous types. Néanmoins, ils existent deux systèmes qui certaines fois s'opposent ou sont complémentaires : Le développement de la production pour l'exportation et le développement pour le marché des Andes ou dans la proximité. En ce sens, il est à mettre en valeur le programme du gouvernement bolivien pour structurer des liens entre les producteurs, avec son programme des petits déjeuneurs pour les écoliers. (COTERA FRETTEL p.39-45)

## **VENEZUELA.**

La situation particulière du modèle vénézozien donne comme caractéristiques d'être constitué par de fortes entreprises coopératives, malgré un développement tardif (RADRIGAN, 2008, p.47) dans le modèle de coopératives ouvertes et avec une forte participation des intégrants à leur intérieur. Elles sont plus de 70 mille dans tout le pays.

Les Caisses Rurales sont une figure particulière, ce sont des organisations à caractère financier, propriété de ses usagers et qui appartient à des communautés spécifiques. Elles ont comme objectif d'obtenir des revenus pour ses communautés, ainsi que donner des prêts et faire la promotion de l'épargne entre ses membres, qui ont aussi des artisans, des commerçants et d'autres intégrants des communautés.

Il est important de mentionner le rôle non négligeable de l'état Vénézuélien dans le développement des projets d'économie alternative. Qui, au-delà des résultats ou des polémiques, sont difficiles de classer comme des activités d'Économie Sociale et Solidaire du fait qu'elles sont structurées et appliquées comme des politiques publiques.

Dans les concepts que certains auteurs font figurer comme faisant partie de l'Économie Sociale et Solidaire, on trouve le concept du Développement endogène, à travers lequel les communautés sont incorporées dans les processus productifs de transformation des ressources naturelles, à travers la création d'emploi et de bien-être social. (PARRA EN PEREZ DE URALDE, 2006, p.376) Cela a permis la création de noyaux de développement endogène qui, d'accord au concept déjà exposé, ce sont des initiatives construites à l'intérieur d'un territoire, secteur économique ou entreprise afin de développer des projets économiques, sociales, territoriaux, technologiques et environnementales, « pour édifier une économie plus humaine ». (Idem)

Cette politique appartient à une stratégie du gouvernement Vénézuélien appelée "Mision Caras" (Mission Visages) faite à travers des entreprises de caractère social comme les coopératives ou les associations de producteurs. Parmi les différents « fronts » de cette mission on y trouve : Le front agricole, le Front Industrielle, le Front Touristique, le Front d'Infrastructure, le Front du développement de la production basique et stratégiques de l'État et le Front des Services.

## **PARAGUAY**

Le cas du Paraguay mérite une analyse spécifique. D'abord nous mettons en valeur le développement historique des structures politiques qui gardent le principe de « poches » déjà énoncé. Donc, il est à souligner la forte présence des indigènes guaranis et leurs traditions autour des principes de réciprocité, le travail comme une responsabilité communautaire spécifique et la solidarité comme un principe qui cherche à satisfaire les besoins des personnes avec équité, justice et sans que l'autre personne ne soit affectée. (PIANOVI, p.13-14)

De l'autre côté, les institutions espagnoles pendant la colonie ont eu des résultats intéressants, particulièrement les expériences des jésuites sur le territoire. Cela a été renforcé et actualisé avec les activités de certains groupes de l'église catholique qui dans les années 40 et après ont accompagné différents processus sociaux des communautés et groupes sociaux. Ces derniers, au début du XXI siècle ont commencé à introduire le concept d'Économie Sociale et Solidaire dans le pays. Cela a permis la création en 2003 de l'Institut Nationale du Coopérativisme, qui registre plus de 1000 coopératives avec plus de 750 000 associées coopérativistes, qui représentent plus de 18% de la population du pays et dont les répercussions touchent plus de 90% de la population (PIANOVI, p. 14)

Il existe aussi des sociétés coopératives, sociétés de travailleurs, mutuelles, caisses d'épargne, fondations, ONG, et comme spécificités du système, les sociétés agricoles de transformation et sociétés de garanties réciproques.

Ils existent plus de 200 organisations parmi les ONG, fondations, associations, centres, réseaux dans la société paraguayenne. Et il est en train d'apparaître des organisations communautaires, surtout de jeunes.

## **EQUATEUR.**

Nous trouvons deux figures principales (RADRIGAN, 2008, p.31) d'un côté, les coopératives (de production, d'épargne et de crédit, de habitation, agricole, des consommateurs) qui sont organisées dans des fédérations ou unions de coopératives par secteur. Selon les chiffres du recensement national des coopératives de 2002, ils existent plus

de 2 500 coopératives avec presque 800 000 associés. (DAROS en PEREZ DE URALDE, 2006, T2.p54)

Une autre structure très importante et en continue évolution correspond aux associations, et plus spécialement les indigènes. Il est à noter qu'une stratégie très en usage par les coopératives est de créer des réseaux organisationnels entre coopératives et associations pour renforcer et améliorer leurs résultats et dynamiques. (Ibidem)

Il est aussi à mentionner la consolidation d'un mouvement très intéressant d'activités de commerce équitable, à travers des paniers communautaires, foires agro-écologiques et une Fondation de promotion du commerce équitable, très intéressante au vu de ses résultats et de son évolution : Maquita Cushunchic.

## **PEROU.**

Le cas du Pérou est un de plus intéressants de cette étude, car selon l'étude de Luis Gerardo de Cárdenas Falcón <sup>5</sup>« nous sommes dans un pays où il existe un phénomène involutif autour de l'ESS. » (DE CARDENAS en PEREZ DE URALDE, 2006 T2, p.197) Ce qui représente un véritable laboratoire pour examiner les risques, problèmes et stratégies autour des problèmes que peut rencontrer l'évolution de l'ESS.

Après avoir été un des pays avec une des plus grandes diversités des modalités autogestionnaires et de coopération en Amérique Latine, dans la période des trois dernières décennies ; le résultat est complètement l'inverse du taux espéré car le taux de pénétration de l'ESS qui était du 13% arrive aujourd'hui à un préoccupant 1.6%. (Ibidem p.198)

“Le secteur de l'Économie Sociale et Solidaire du Pérou a été constitué par une haute gamme des modalités autogestionnaires comme les coopératives (de tous types), les entreprises des travailleurs, les sociétés agricoles d'intérêt social, les Communautés Paysannes et les Entreprises de Propriété Sociale. De ce vaste univers, il reste seulement

---

<sup>5</sup> Docteur en sociologie, pour Paris II, Professeur de l'Université Coopérative Internationale

quelques coopératives d'épargne, très peu de coopératives agricoles ainsi que des travailleurs et des communautés paysans. Et il reste un seul exemple d'une entreprise propriété des travailleurs, ainsi qu'une autre de propriété sociale ».

Selon l'auteur, l'histoire à l'origine de cette situation a été que: D'un côté, après un coup militaire en 1968 où un groupe d'officiers dirigés par le général Juan Velasco Alvarado essayent d'appliquer différentes doctrine de « progrès social et du développement intégral », nationaliste et réformiste, influencé par les thèses de la CEPAL. Cette stratégie a cherché à impulser la promotion d'activités coopératives, associatives et la création d'entreprises autogestionnaires par les travailleurs, mais sans une véritable stratégie de consolidation démocratique et d'efficience des résultats (que l'auteur appelle « Imposition associative »).

Les résultats ont été décevants et dans les années suivantes le projet libérale s'est installé, les gouvernements libéraux et les entreprises privées ont fait une campagne très forte dans les médias contre les pratiques coopératives et associatives, en les présentant comme dysfonctionnelles, en accentuant leurs erreurs et complexités de plus des problèmes de corruption ont été mis en évidence. Tout peut se résumer dans cette phrase très utilisée de façon stratégique: « si tu veux perdre ce que tu as et que les profiteurs s'en mettent plein les poches, souscris une coopérative ! ». En même temps de fortes campagnes pour démontrer les avantages, résultats, promesses et « miracles » des entreprises privées et de la banque commerciale ont été développées. A ce moment là les structures d'ESS ont eut de grosses difficultés à trouver des crédits et finances. Parallèlement, ces années là l'inflation a fini par provoquer la faillite de la plupart des entreprises. (Ibidem 198-202)

Après cette période de crise, les structures associatives, coopératives, mouvements sociaux, ONG's et mouvement indigène ont cherché à redéfinir de nouvelles stratégies, plus orientées au Commerce Équitable et au développement locale à travers des réseaux et des stratégies de promotion et de coordination beaucoup plus solides.

Parmi les solutions que l'auteur nomme dans son étude, il met en évidence le fait que « face à cette situation d'anomie institutionnelle et de conduction, un agent extérieur qui dynamise peut créer un rôle d'inducteur des consciences, entre les organisations coopératives » (Ibidem) de l'Amérique Latine, Canada et l'Union Européenne qui peuvent aider avec des missions de relance de l'ESS.

## MEXIQUE

La situation de l'ESS au Mexique est en processus de définition. Bien que le secteur coopératif maintienne une longue et riche histoire, son développement a été affecté par les dynamiques corporatives de l'état mexicain, ainsi que par la concurrence des entreprises privées.

La constitution mexicaine explique dans son article 25 l'importance du « secteur sociale de l'économie », en intégrant dans cette classification les coopératives, les organisations de travailleurs, les communautés indigènes, les entreprises qui appartient de façon majoritaire ou exclusive aux travailleurs et une figure typique de la situation mexicaine : Les « Ejidos », qui sont des extensions de terre attribuées, reconnues ou gagnées par les agriculteurs mexicains qui doivent la travailler en théorie en collectif. Cependant dans la pratique elles sont restées comme une structure corporative, politiquement manipulable, et peu productive, mais qui dans certains cas ont offert une alternative relativement solide aux paysans mexicains pour produire, malgré des problèmes et complexités.

Cependant malgré cette identification du « secteur social », l'ESS n'a pas eu une reconnaissance complète comme discipline spécifique. Mais, en 2012 cette situation a changé de façon intempestive lorsque une initiative de Loi d'Economie Sociale et Solidaire a été approuvé le 23 mai 2012. Mais, suite à ses différentes contradictions et maladresses législatives, la loi est en train d'être analysée et devrait d'être modifiée cette année. Cette loi a prévu la création d'un Institut de l'Économie Sociale, qui pour l'instant bien qu'il existe, n'a pas de facultés normatives claires, en attendant les définitions de la Loi en référence.



Il est important de dire que le nouveau gouvernement mexicain vient de publier son programme officiel de gouvernement (appelle Projet National du Développement) le 21 mai 2013, et où il structure parmi une de ses stratégies d'action du gouvernement, la promotion de l'économie sociale, mais en se référant dans le document respectif seulement à des « entreprises de l'économie sociale ». <sup>6</sup>

## CHILI

Les structures d'ESS au Chili sont d'abord <sup>7</sup>les Coopératives (1 152) et Mutuelles (7 536), sans une caractéristique spécifique à remarquer, et certains auteurs intègrent une définition où ils intègrent les fondations (885), corporations privées sans but lucratif, associations de corporation (4 429): (entrepreneurs, professionnels, industriels, etc. qui ont crée des structures définies comme non lucratives et des principes démocratiques) syndicats(7 734), organisations indigènes et organisations communautaires territoriales (11 402) et organisations communautaires fonctionnelles (34 614). (RADRIGAN en PEREZ DE URALDE, 2006, p.99)

## URUGUAY.

En Uruguay le développement de l'ESS se trouve bien intégré et entouré par les systèmes brésiliens et argentins, avec une longue tradition et enracinement social dans la population, surtout à niveau des coopératives, mais avec le système de mutuelles de santé, ONG, fondations et associations. Il est aussi à relever l'intérêt que l'ESS révèle dans ses universités et espaces associatifs.

Ils existent des figures intéressantes à analyser dans leur système : La création des habitats par auto-aide, épargne et crédit comme une manifestation d'organisation citoyenne, des réseaux de mutuelles et sociétés médicales coopératives qui fournissent ces services au 50% de la population. Pareil que l'expérience argentine, l'Uruguay connaît de bonnes expériences dans des projets de récupération d'entreprises par ses travailleurs.

---

<sup>6</sup> Plan Nacional de Desarrollo Estrategia 4.8.5

<sup>7</sup> Source: PNUD. 2000. Desarrollo Humano en Chile 2000. Más Sociedad para Gobernar el Futuro

## **HONDURAS.**

En Honduras, comme au Mexique, il existe un secteur Social de l'économie, intégré par :

Des Coopératives ;

Des Entreprises associatives ;

Des Magasins communautaires de ravitaillement et de consommation ;

Des Magasins populaires de ravitaillement ;

Des Programmes Coopératifs Syndicaux ;

Des Associations de producteurs ;

Des Caisses communautaires;

Des Entreprises de services multiples ;

Des Entreprises d'économie sociale créées à l'intérieur des centrales de travailleurs, centrales des paysans, organisations corporatives, et des organisations pour le développement.

Il est complexe de construire des projets d'ESS en Honduras, cependant on peut mettre en avant les activités de la « Red Comal » (Réseau poêle) qui est une association de travailleurs, petits producteurs et de petites entreprises, intégrées par plus de 40 organisations et plus de 200 groupes communautaires dédiées à la production agricole, agro-industrie, gestion des microcrédits. Ils ont également créé des magasins communautaires où l'on peut trouver les produits basiques alimentaires et nécessaires à la vie quotidienne.

## **NICARAGUA.**

Entités:

Sociétés Corporatives;

Sociétés des Travailleurs;

Mutuelles d'assurance et prévision sociale ;

Autonomes ;

Caisses d'épargne ;

Sociétés agricoles de transformation ;

Sociétés de garanties réciproques ;

Fondations et ONG.

Pendant le gouvernement sandiniste, l'état avait structuré un système de planification qui donnait aux structures coopératives le rôle d'être les producteurs dans le niveau primaire de l'économie, en laissant le conditionnement, la commercialisation et le financement des produits dans les mains de l'état.

Le gouvernement a impulsé une réforme agraire, et le modèle d'organisation agraire a été dans la plupart des cas, le coopératif, mais la mise en marche des programmes ne fut pas adéquat, et les résultats ont été décevants. Ils ont laissé la gestion aux paysans qui n'avaient eu aucune formation au préalable pour apprendre à gérer leurs propres coopératives et ces derniers n'ont reçu ni aide ni accompagnement et ceci dans la plupart des cas. <sup>8</sup>Actuellement le système coopératif cherche à apprendre de ses erreurs pour reprendre un nouveau souffle.

### **SALVADOR.**

Au Salvador, les figures reconnues comme Économie Sociale et Solidaire sont: les auto-entrepreneurs locaux, les groupes solidaires, les syndicats, les coopératives et les mouvements sociaux (GUERRERO en PEREZ DE URALDE, 2006, T2 p.89) Parmi les mouvements sociaux, nous trouvons les groupements des femmes, les microrégions, communautés, les associations des municipalités et les associations indigènes. (Ibidem p. 103)

### **COSTA RICA**

---

<sup>8</sup> Analyse prise d'un document de la Fondation Ebert dans PEREZ DE URALDE p.281-336

C'est un pays avec un développement intéressant au niveau de l'économie sociale et solidaire, avec des coopératives dans différentes activités (électricité, santé, transport, éducation, etc.) associations solidaires, syndicats avec une activité économique productive et sociétés anonymes de travailleurs.

Il est aussi à mettre en valeur ses différents projets de tourisme alternatif, ainsi que l'engagement de ces acteurs pour des activités de commerce équitable.

### **REFLEXIONS QUI ONT SURGI SUITE AU TRAVAIL DE COMPILATION.**

Bien que les avancées doctrinales autour de l'ESS ont été très positives les dernières années, elles ont eu des antécédents clairs dans différents processus sociaux et économiques tant en Europe qu'en Amérique Latine. Dans la plupart des cas, l'ESS n'invente pas ces mécanismes, mais structure, systématise et renforce ses propres pratiques.

L'ESS devienne alors un instrument de changement et de réflexion autour des structures sociales, économiques et politiques sur des bases historiques concrètes : C'est pourquoi le troc, les modes de production communautaires, les mouvements ouvriers et associatifs correspondent à des processus historiques de construction sociétal et économique.

Au cours de l'élaboration de ce travail, nous avons trouvé qu'ils existent de toutes évidences certaines problématiques méthodologiques pour repérer les actions, institutions et projets d'ESS, du fait que les analyses dépendent du regard et du cadrage théorique et empirique des spécialistes locaux.

Un élément intéressant de réflexion est la question de: Est-il nécessaire de structurer des critères de définition pour les éléments susceptibles de rentrer dans le cadre de l'ESS ? Cela

implique la considération d'analyser cette hypothèse avec deux objectifs différents: Un sens restrictif ou un sens inclusif.

Si nous envisageons de travailler dans une logique inclusive avec un maximum de personnes et de projets, cette logique nous permettra d'intégrer dans l'ESS des figures telles que le secteur sociale de l'économie au Mexique et au Honduras. Mais il est évident que dans certains cas les figures seront très éloignées d'un véritable cadrage dans le contenu ESS.

Un sens restrictif aura comme problème la complexité de trouver le point précis d'exclusion dans ces critères. Alors, des figures comme l'économie communautaire indigène ou les systèmes d'Ejidios au Mexique qui sont très éloignés des systèmes normatifs européens, sont, selon nous, très proches des principes de base de l'ESS : Ils sont démocratiques, non lucratifs, et de façon générale n'appartiennent pas aux secteurs publics ni privés, et bien évidemment génèrent des richesses et ont une indiscutable finalité sociale. Mais au-delà de ces exemples, ils existent beaucoup plus des autres figures que ne sont pas faciles à cadrer et que pourront provoquer des forts débats.

Et cela nous amène à nous interroger sur une question importante concernant les propres débats en France : La définition des contenus académiques, recherches, analyses, politiques publiques de l'ESS doit elle se limiter seulement aux développements, analyses et expériences en France ou en Europe ?

Une autre situation qui a attiré fortement notre attention a été celle de la complexité qu'implique le fait que certaines politiques publiques soient constituées par les états, mais sont structurées et développées avec des stratégies et outils de l'ESS. Bien entendu, elles n'appartiennent pas aux concepts traditionnels de l'ESS, du fait que ce sont des activités publiques, et non des activités du « tiers secteur », mais cela nous permet de nous poser certaines questions qui peuvent soulever des points intéressants à débattre:

En partant de l'hypothèse que certains gouvernements seront en train de construire des politiques publiques économiques alternatives, sous une structure citoyenne, ces activités ne peuvent pas être dans aucun cas considérées comme intégrantes de l'Économie Sociale et Solidaire ? Bien entendu, nous ne pouvons pas assurer aujourd'hui que cela est le phénomène que nous regardons dans les cas de Venezuela, Bolivie ou d'autres exemples, mais il est pertinent de se poser comme question : L'Économie Sociale et Solidaire est-il forcément une Économie qui doit toujours rester écarté du pouvoir ? L'ESS doit toujours rester comme contestataire et dans une sorte d'opposition aux politiques publiques ? Est-il envisageable de façon théorique de construire les possibilités de transformer le concept d'économie « alternative » dans une économie de réalisations possibles ?

Nous trouvons que cette question est pertinente non seulement dans quelques pays de l'Amérique Latine, où pour certains, les processus politiques sont aujourd'hui beaucoup plus progressistes qu'en Europe, sinon aussi pour les espaces en France et Europe où nous trouvons que ces questions sont de plus en plus pertinentes, surtout actuellement où ces pays doivent face aux impacts et répercussions de la Crise Économique : De plus en plus des collectivités territoriales (non seulement avec les gouvernements à gauche) sont en train de regarder vers l'ESS pour chercher des solutions face aux contradictions et résultats du système néoclassique. Alors, nous trouvons qu'il est pertinent de se poser la question : Les activités de l'ESS peuvent-ils être appliquées comme politiques publiques sans que cela change sa nature, ou le seul fait de changer cette situation provoquera-t-il des conséquences irréversibles sur la nature de l'ESS ?

Ces considérations nous font revenir sur une réflexion : Nous insistons que les activités, résistances et modes de vie des « poches de résistance » face aux systèmes d'économie libérale, ont trouvé dans les principes internationaux de l'ESS le cadre précis pour appuyer, orienter et mieux structurer ses activités. Alors, serait-il trop insolent de demander aux européens d'analyser si les expériences de l'ESS dans l'Amérique Latine (ou ailleurs) peuvent donner des orientations, ou même des solutions à prendre en compte pour les utiliser dans leurs théories ou applications pratiques ?

## **IMPORTANCE DES RESEAUX POUR LE DEVELOPPEMENT**

### **DE L'ESS EN AMERIQUE LATINE.**

L'Amérique Latine vit actuellement une conjoncture particulière, à savoir notamment; le relâchement du control politique des États-Unis, l'effondrement du système communiste et leur nouveau rôle dans une hyper-puissance globale, le processus de consolidation démocratique dans tout le continent, la présence des mouvements sociaux bien structurés, l'assomption/accès au pouvoir de différents gouvernements de gauche, le développement des mouvements indigènes, la situation de crise économique aux États-Unis et en Europe, ainsi que la croissance économique du sous-continent, tout cela fait prévoir que le développement de l'Économie Social et Solidaire en Amérique Latine a un bel avenir.

Cependant, pour que cette conjoncture aboutisse à des résultats concrets il faut renforcer les processus de coopération et augmenter les liens sur le sujet entre l'Europe et l'Amérique Latine, surtout au niveau des Universités, des réseaux ESS, des acteurs spécialisés tels que les Chambres Régionales d'économie sociale et solidaire, les collectivités territoriales et d'autres acteurs.

Plus concrètement et face aux temps de crise économique, environnementale et sociétale, l'économie sociale et solidaire se présente comme une option alternative viable et solide non seulement pour réduire les inégalités, conséquences ou dérives imprévues du système économique mondiale, sinon aussi comme un autre façon de construire une société avec des valeurs liées à la solidarité, à la démocratie participative, à la confiance en l'autre...

Alors, nous considérons que bien que l'Économie Sociale et Solidaire ait été créée comme concept en Europe et plus particulièrement en France, son développement n'est pas limité aux expériences, analyses et théories de ce continent.

Comme nous l'avons déjà référé, le phénomène du changement climatique accélère l'urgence de transformer les dynamiques économiques au niveau globale, et pour faire cela il faut que les avances que l'Économie Sociale et Solidaire apporte ; soient applicables dans tout le monde. Un des problèmes qui a été à l'origine des débats autour de l'application des principes du modèle communiste, a été la complexité de pouvoir adapter ce modèle d'origine européen aux circonstances pratiques de tout le reste du monde

Aujourd'hui un des défis les plus importants des théoriciens, professionnels, ou militants de l'Économie Sociale et Solidaire est non seulement de continuer à développer avec succès dans des environnements relativement faciles à l'adapter (associations, coopératives ou mutuelles avec une longue existence en France) sinon aussi dans d'autres endroits et conditions sur la planète.

Et cela non seulement dans le but généreux de la solidarité internationale, sinon aussi comme une forme de garantir un marché et un système d'échanges avec plus d'acteurs dans le monde.

Spécifiquement, ce travail a l'intérêt de servir comme référence des avances et développement de l'Économie Sociale et Solidaire dans un continent comme l'Amérique Latine qui est culturellement et politiquement très proche de l'Europe et qui ne traverse pas pour l'instant des périodes de confrontation manifeste avec les structures et approches européennes.

Après avoir été durant de longues années l'arrière cour des États-Unis, l'Amérique Latine cherche à trouver son propre modèle de développement, mais en regardant toujours avec un grand intérêt et un œil inclusif les évolutions positives en Europe.

C'est pourquoi l'Économie Sociale et Solidaire a eu une solide structuration et un développement très positif, tant pour l'intérêt que cette structure théorique et pratique



représentait, comme pour la reconnaissance qu'elle offrait à des pratiques très ancrées dans leur réalité.

Donc, nous trouvons important que les analyses et considérations qui peuvent être exposées dans cette XIIIème rencontre puissent s'intéresser aux évolutions et aux expériences de l'Économie Sociale et Solidaire en Amérique Latine.

De façon particulière, nous pensons que certaines expériences et analyses peuvent être intéressantes à étudier et aussi à se développer en France ; notamment les expériences argentines de récupération des entreprises,<sup>9</sup> les projets économiques dans des quartiers populaires, les expériences communautaires comme mécanismes d'intégration, le développement des projets sociaux dans des quartiers défavorisés dans les grandes villes, les projets de jardins et agriculture urbaine, les exercices locaux de circuits courts ou encore les modèles de démocratie participative comme celui de Porto Alegre ou Rosario, les réseaux multiples d'organisation productive, les coopératives d'habitat dans les zones complexes de gestion dans les grandes villes, etc.

Nous sommes convaincus que les possibilités d'échanges de tous types entre la France et l'Amérique Latine ont un potentiel beaucoup plus grand que son statut actuel. Non seulement pour les similitudes et les proximités entre les deux espaces, mais surtout pour l'intérêt réciproque qu'ils manifestent pour construire des projets en commun. Et l'ESS n'est pas une exception.

Pour l'Amérique Latine les structures, activités et analyses autour de l'ESS en France ont toujours un grand intérêt et une considération spéciale tant pour les professionnelles, comme pour les chercheurs, académiques, militants et même les politiciens.

---

<sup>9</sup> <http://alternatives-economiques.fr/blogs/laville/2013/01/04/chroniques-d%E2%80%99ess-%E2%80%93-argentine-2-des-entreprises-recuperees-a-polanyi/>

Autour de cette réflexion, je cite celle de l'auteur d'une des meilleures analyses sur le développement de l'ESS en Amérique Latine :

« Un résultat relevant qui s'obtient de ce travail, est la manque d'une structure qui intègre les acteurs et représentants des différentes entités de l'Économie Sociale. Ce thème est très important. Sans une forte action institutionnelle, les problématiques de visibilité sociale, influence politique et importance économique qui souffre l'Économie Sociale jamais vont se surmonter. Il est indispensable de réussir que toutes les familles de l'Économie Sociale et Solidaire puissent se rencontrer et concorder dans des forums, rencontres et institutions qui travaillent pour des objectifs en commun. Sans cela, la sous-estimation et la manque d'influence continueront à définir le chemin. (PEREZ DE URALDE, 2006, T,3, p.12)

Il est important de noter que cette analyse à été faite en 2008, et que ce sont justement les dernières 5 années où l'Économie Sociale et Solidaire est arrivée à avancer de façon beaucoup plus solide de manière générale dans toute l'Amérique Latine.

Cependant, une considération qui est faite avec la plupart des acteurs et des chercheurs que nous avons contacté pour l'élaboration de ce travail, et après différentes expériences c'est que malgré le développement des activités, des projets et des institutions d'ESS dans l'ensemble de l'Amérique Latine, il apparaît que les évolutions autour des formations universitaires spécialisées en Économie Sociale et Solidaire sont un des points prioritaires d'attention pour la consolidation de l'ESS.

Bien qu'il existe des formations sur l'ESS, ainsi que des conférences, forums et événements autour des différentes structures et expériences d'ESS, les formations spécialisées sur l'ensemble théorique et structurelle de l'Économie Sociale et Solidaire sont encore limitées dans la plupart des pays latino-américains.

C'est alors que le potentiel de la RIUESS face aux espaces académiques et de recherche latino-américains est très important. Nous sommes convaincus qu'une des stratégies qui pourrait mieux aider au développement et consolidation de l'ESS en Amérique Latine serait de chercher des accords de coopération et d'échanges avec des universités françaises, intéressées en même temps pour pouvoir aussi s'enrichir des expériences et développements d'ailleurs.

Ces accords pourront se faire soit pour permettre aux étudiants latino-américains d'apprendre les expériences et savoir-faire français sur les sujets clés de l'ESS, soit pour enrichir les connaissances de l'ESS parmi les étudiants français d'ailleurs.

Concrètement, parmi les aspects qui seront importants à prendre en compte pour des projets de collaboration, il est à relever le thème de la certification ou classement des actions d'ESS (ORTIZ ROCA en COTERA), ainsi que l'importance du lien entre les concepts du commerce équitable, l'économie sociale et solidaire et l'économie écologique. (ibidem) Les expériences et études qui ont été faits en France seront d'une énorme utilité dans l'ensemble de l'Amérique Latine, non seulement pour les exposer, (ils sont dans sa grande partie déjà connus dans les mielleux spécialisées) sinon surtout pour l'opportunité de construire des référents précis à chaque situation ou expérience en particulier.

Il est alors envisageable de faire des échanges entre chercheurs et académiques, ainsi que de créer des cours valables des deux côtés. Surtout pour des formations telles que Licences, Diplômes ou Masters. Avec le développement des universités et des centres d'enseignement supérieur dans l'ensemble de l'Amérique Latine, les possibilités sont d'une grande ampleur surtout avec l'excellente réputation des universités françaises.

La consolidation de l'ESS comme une alternative solide et viable, face aux modèles économiques qui sont en train de provoquer une crise planétaire à plusieurs niveaux, implique l'engagement de tous ses acteurs non seulement pour continuer à avancer dans ses propres espaces, sinon aussi dans l'ensemble d'une réalité globale qui dépasse constamment l'espace

quotidien et immédiat. L'Amérique Latine semble à notre considération un des meilleurs espaces pour développer toutes les énormes potentialités de l'Économie Sociale et Solidaire aujourd'hui.

## **BIBLIOGRAPHIE.**

### 1. Ouvrage.

BAEZA, Cecilia. L'Amérique Latine. Ellipses, Paris, 2010.

CORAGIO, José Luis. Economía Social y Solidaria. El trabajo antes que el capital. Ediciones Abya-Yala, Quito, 2011.

DACHEUX, Eric et Daniel GOUJON. Principes d'Économie Solidaire. Ellipses, Paris, 2011.

MARAÑÓN-PIMENTEL, Boris. Solidaridad económica y potencialidades de transformación en América Latina. Una perspectiva descolonial. CLACSO, Buenos Aires, 2012.

PEREZ DE URALDE, José María. La Economía Social en Iberoamérica Un acercamiento a su realidad. Editorial Fundibes, Valencia, 2006.

PEREZ DE URALDE, José María et RADRIGAN RUBIO, Mario. La Economía Social en Iberoamérica. Volumen II. Un acercamiento a su realidad. Editorial Fundibes, Valencia, 2006.

PIÑEIRO HARNECKER, Camila. Cooperativas y Socialismo, Una mirada desde Cuba. Editorial Caminos, La Habana, 2011.

PREVOT-SCHAPIRA, Marie-France et Sébastien VELUT. Amérique Latine, Les défis de l'émergence. La Documentation Française, Paris, 2012.

RADRIGAN RUBIO, Mario. La Economía Social en Iberoamérica vol. 3 Realidad y proyecciones. Una visión comparada. Fundibes, Valencia, 2008.

THEBAULT, Vincent. Géopolitique des Amériques. Nathan, Paris, 2009.

VELAZQUEZ LUNA, Baldomero. Los programas sociales en México como sustento de la Economía Social Y Solidaria. Instituto Belisario Domínguez, México, 2012.

## 2. Ouvrage Collectif

Economía Social y Agricultura Familiar. Ediciones Instituto Nacional de Tecnología Agropecuaria, Buenos Aires, 2010.

## 3 - Article dans une revue Etrangère.

ALVAREZ QUISPE, Julio. La economía comunitaria de reciprocidad en el nuevo contexto de la Economía Social y Solidaria. Una mirada desde Bolivia. *Dans* Otra Economía, 6(11):159-170, julio-diciembre 2012.

CASTELAO CARUANA, María Eugenia. La Economía Social y Solidaria en las políticas públicas argentinas, instrumento de política o alternativa socioeconómica? Un análisis preliminar. *Dans* Cayapa. Revista Venezolana de Economía Social Año 9, N° 17, Enero-Junio 2009.

4.- Autres sources. (Information envoyé sur Internet par des spécialistes en ESS de chaque pays)

COTERA FRETTEL, Alfonso. Comercio Justo Sur-Sur. Problemas y potencialidades para el desarrollo del comercio justo en la Comunidad Andina de Naciones. Grupo Red de Economía Solidaria del Perú, Lima, 2009.

“Economía social y solidaria: nuestro camino común hacia el Trabajo Decente”  
Centro Internacional de Formación de la Organización Internacional del Trabajo,  
Monreal, 2011.

MONTOYA, Aquiles. Manual de Economía Solidaria. UCA, San Salvador, 2009.

PEREZ DE MENDIGUREN, Juan Carlos, Enekoitz Etxezarreta Etxarri et Luis Guridi Aldanondo. ¿De qué hablamos cuando hablamos de Economía Social y Solidaria? Concepto y nociones afines. XI Jornadas de Economía Crítica, Bilbao, 2008.

PIANOVI, Mariano Ramiro. Análisis comparado de experiencias de economía social y solidaria en tres países del Mercosur: el caso de Argentina, Brasil y Paraguay. Publicación de la Universidad Autónoma de Encarnación, Paraguay, Misiones.